

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 10 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **SAVE**

Les Guichardières  
ZA Bois de Cornillé  
35500 Cornillé

Références : UD/2024-14  
Code AIOT : 0005503680

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2023 dans l'établissement SAVE implanté Les Guichardières ZA Bois de Cornillé 35500 Cornillé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAVE
- Les Guichardières ZA Bois de Cornillé 35500 Cornillé
- Code AIOT : 0005503680
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine d'incinération exploitée par la Société Armoricaine de Valorisation Energétique (SAVE) située à Cornillé est autorisée par arrêté préfectoral du 22 septembre 2000. Elle appartient au groupe Agromousquetaires.

Elle réceptionne principalement des déchets organiques non-dangereux ainsi que des boues de stations d'épuration. La vapeur produite est valorisée sous forme de chaleur par la société voisine SNC Cornillé qui appartient au même groupe.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- certificat QAL1, mise en œuvre des procédures QAL2 et QAL 3
- conformité du point d'émission des rejets
- contrôle des émissions par un organisme tiers

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
4	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures en continu CO, O2, H2O	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	Sans objet
3	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
5	Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	Sans objet
6	Mesures périodiques des polluants	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	Sans objet
7	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 16	Sans objet
8	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 16	Sans objet
9	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 6	Sans objet
10	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés témoignent d'une bonne maîtrise par l'exploitant des dispositifs de traitement et de surveillance des rejets atmosphériques de l'installation.

Il appartient cependant à l'exploitant de prendre rapidement les mesures nécessaires en matière de mesures des substances organiques présentes dans ces rejets.

En effet, l'analyseur multigaz principal installé récemment ne permet pas de mesurer la totalité de ces substances. L'inspection note que l'exploitant dispose d'une solution alternative pouvant être mise en œuvre à brève échéance.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mesures en continu CO, O2, H2O

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures en continu CO, O2, H2O
<b>Prescription contrôlée :</b> Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion : <ul style="list-style-type: none"><li>- le monoxyde de carbone ;</li><li>- l'oxygène et la vapeur d'eau.</li></ul> La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.
<b>Constats :</b> L'exploitant a confirmé que la mesure est réalisée sur gaz humide. La consultation de la supervision a montré que la correction afin d'exprimer les concentrations sur gaz sec est bien réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<b>Prescription contrôlée :</b> L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
<b>Constats :</b> L'inspection a uniquement examiné le certificat QAL 1 de L'analyseur multi-gaz (AMS) titulaire mis en service début 2023. Il s'agit du modèle MGS300 de marque MKS. Ce certificat couvre les paramètres suivants : CO, NO, NO2, N2O, SO2, HCl, HF, NH3, CH4, H2O et CO2. Le paramètre NOx est donc bien mesuré (NO + NO2)

Le QAL1 précise que l'AMS est certifié pour la mesure du paramètre CH<sub>4</sub>. C'est la technologie FTIR qui est utilisée pour la mesure des COVt. Or, seule la technologie FID (technologie qui équipe l'ancien analyseur multigaz actuellement utilisée en redondance) permet de mesurer les COV totaux en équivalent carbone.

Le représentant de la société SECAUTO présent lors de l'inspection a précisé que la technologie FTIR est majoritairement utilisée à l'heure actuelle en France et ce depuis de nombreuses années.

Il a précisé que la technologie FID présente, outre un surcoût financier, des inconvénients en matière de fiabilité des mesures, cette technologie étant plus sensible aux petites variations de certains paramètres.

**> L'inspection a indiqué que l'AMS titulaire, selon les informations présentes dans le certificat QAL1, ne permet pas de mesurer en continu les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total et ne permet donc pas de répondre à l'obligation réglementaire. Il est nécessaire d'y remédier.**

L'exploitant a indiqué que l'AMS redondant permettant de le faire, il projette de suivre ce paramètre avec cet analyseur multigaz.

Selon le certificat QAL1 émis par l'organisme TUV et transmis par l'exploitant:

Etendue de mesure certifiée (correspond à la plage de mesures dans laquelle l'AMS est soumis à l'essai lors du QAL1 et certifié)

La norme EN 15267-3 relative à la certification des systèmes de mesurage automatisé précise que l'étendue de mesure certifiée doit être adaptée à l'application prévue de l'AMS. Pour les installations d'incinération la plage commence à zéro jusqu'à une valeur ne dépassant pas 1,5 fois la valeur limite d'émission journalière. L'examen des éléments figurant dans le certificat le démontre.

#### Incertitude relative et absolue

L'examen (et le cas échéant le calcul) par sondage des incertitudes relatives figurant le certificat QAL 1 a permis de vérifier que ces dernières sont inférieures aux intervalles de confiances imposées par la réglementation.

**A noter que le certificat QAL 1 ne couvre pas le paramètre O<sub>2</sub> (recommandation du guide FD X 43-132).**

L'inspection a constaté dans le local dédié à l'instrumentation de la cheminée et aux analyseurs de gaz que la ligne de prélèvement est chauffée, comme prévu par le certificat QAL 1 ( la ligne de prélèvement de l'analyseur redondant l'est également).

L'inspection a constaté que les analyseurs sont installés dans un local climatisé (température constatée de 23 °C lors de l'inspection). La plage de température figurant le certificat QAL1 va de – 5 °C à 40 °C.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 3 : Assurance Qualité des AMS – QAL2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<b>Prescription contrôlée :</b> Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.  Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose du dernier QAL2 (du 18 au 20/04/2023), réalisé par L'APAVE. L'APAVE est accrédité selon la norme ISO/IEC 17025 selon l'attestation disponible sur le site du COFRAC. L'examen par sondage par l'inspection du QAL2 pour l'AMS titulaire a conduit aux constats suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- le rapport a été remis moins de trois mois après la réalisation des mesures,</li><li>- les VLE prises en compte sont correctes,</li><li>- les cas utilisés sont précisés, (cas A, B ou C du guide d'application GA X43-132)</li><li>- les VLE ont été respectées pendant les essais,</li><li>- les durées de mesure sont suffisantes (1 heure),</li><li>- les paramètres H2O et O2 ont bien fait également l'objet d'un QAL2</li></ul> L'intégration des courbes étalonnage suivantes à la baie d'analyses pour l'AMS principal a été vérifiée par sondage : COT : $y = 1,36x$ ppm hum SO2 : $y = 0,99x + 0,11$ ppm hum  Pour le paramètre COV t, la droite d'étalonnage définie dans le cadre du QAL2 est : $y = 1,36x$ ppm hum. En commentaire, l'organisme préconise de ne pas intégrer cette droite dans le système de traitement de données en raison d'un coefficient supérieur à 1, des valeurs faibles observées et de la valeur obtenue avec le matériau de référence COT conduisant, en appliquant la droite d'étalonnage, à ce que cette valeur soit inférieure à l'incertitude maximale admissible. L'inspection a constaté que l'exploitant a cependant intégré la droite dans le système de traitement.  <b>&gt; L'exploitant doit prendre en compte la recommandation de l'organisme au sujet de la droite d'étalonnage établie pour le paramètre COVt lors du dernier QAL 2.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<b>Prescription contrôlée :</b> L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
<b>Constats :</b> Selon le rapport QAL 2 (page 10), la documentation QAL3 est en cours de mise en place. L'exploitant a confirmé la mise en place de la procédure QAL3 depuis avril 2023. Le QAL 3 est réalisé une fois par mois. L'exploitant a indiqué qu'il est prévu de maintenir le contrôle à cette fréquence. Les enregistrements issus de ces contrôles ont été présentés par l'exploitant. L'exploitant dispose des résultats de mesure et des cartes de contrôles. L'examen par sondage des enregistrements a conduit à constater à plusieurs reprises une incohérence entre les résultats de mesure et la réalisation d'un ajustage (une intervention n'est nécessaire que si la valeur mesurée ne demeure pas entre les valeurs prédéfinies dans les cartes de contrôle).  <b>&gt; L'exploitant doit s'assurer qu'un ajustage n'est réalisé à l'issue du QAL 3 qu'en cas de dérive excessive.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 5 : Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 : Monoxyde de carbone : 10 % ; Dioxyde de soufre : 20 % ; Ammoniac : 40 % ; Dioxyde d'azote : 20 % ; Poussières totales : 30 % ; Carbone organique total : 30 % ; Chlorure d'hydrogène : 40 % ; Fluorure d'hydrogène : 40 %.  Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées. Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, dans une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum.

**Constats :**

L'inspection a constaté que les intervalles de confiance intégrés à la baie d'analyses correspondent aux valeurs réglementaires. L'exploitant a confirmé à l'inspection que la valeur calculée correspond bien à la valeur corrigée en température, pression et ramenée au taux de référence en O<sub>2</sub> à laquelle est retranché l'intervalle de confiance multiplié par cette valeur corrigée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Mesures périodiques des polluants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures périodiques des polluants

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en Semi-continu.

L'exploitant d'une installation d'incinération doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes

**Constats :**

L'inspection a examiné le rapport de contrôle établi suite l'intervention de l'APAVE du 18 au 21 avril 2023.

Le rapport fait apparaître les éléments suivants :

- les agréments dont dispose l'organisme figurent dans le rapport et ils sont cohérents avec les informations figurant dans l'arrêté ministériel du 16 décembre 2022. Les laboratoires TERA et Micro polluants technologie auquel l'organisme a recours pour la réalisation de certaines analyses disposent également des agréments ministériels nécessaires,
- la référence à l'accréditation dont dispose l'organisme,
- l'ensemble des mesures ont été rendues sous accréditation,
- les laboratoires précédemment cités disposent bien des accréditations pour les analyses réalisées (TERA : poussières, mercure, HCl, HF, métaux lourds autres que mercure, SO<sub>2</sub>, ammoniac et micro polluants technologie pour dioxines et HAP),
- l'ensemble des paramètres réglementés ont été mesurés,
- les écarts par rapport aux normes sont précisés,
- les conditions de fonctionnement sont indiquées (entre 3 et 4 tonnes/heure),
- les valeurs limites d'émission ont été respectées lors des mesures.

L'inspection a noté que la norme 43-304 visée page 12 du rapport établi par l'Apave ne correspond pas à la norme retenue dans l'avis publié au journal officiel du 22 février 2022 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement (norme NF CEN/TS 17340). Pour autant, a priori, c'est bien cette dernière qui a été mise en œuvre.



<p>Par ailleurs, l'inspection a interrogé l'exploitant sur la représentativité des mesures réalisées en avril 2023, les conditions de fonctionnement indiquées dans le rapport mentionnant un régime de fonctionnement du four entre 3 et 4 tonnes par heure, sachant que l'arrêté préfectoral retient un régime de 7 tonnes/heure et que lors de la seconde campagne de mesures menée par l'organisme IRH, le régime de fonctionnement était de l'ordre de 6 tonnes/heure. Après vérification des enregistrements, il s'avère qu'il s'agit d'une erreur de transcription de la part de l'organisme, le régime de fonctionnement du four était également de l'ordre de 6 tonnes/heure lors de l'intervention de l'Apave.</p> <p><b>&gt; Lors de la réception des rapports établis par les organismes extérieurs de contrôle, l'exploitant veillera à vérifier l'exactitude des données qui y figurent.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Points de rejets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les gaz issus de l'incinération des déchets sont rejetés à l'atmosphère par l'intermédiaire d'une cheminée. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bâtiment a une hauteur de 22 mètres selon l'exploitant. Compte tenu de l'altitude de la sortie de cheminée par rapport à ce dernier, la hauteur de cheminée est d'au moins 25 mètres et le débouché est bien vertical. La présence d'obstacle perturbant la dispersion du panache de fumée n'a pas été constatée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Points de prélèvements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de prélèvements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de permettre la détermination de la composition et du débit des gaz de combustion rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe sera implantée sur la cheminée ou sur un conduit de l'installation de traitement des gaz. Les caractéristiques de cette plate-forme devront être telles qu'elles permettent de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, et notamment celles de la norme NF X 44 052, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure. En particulier, cette plate-forme doit permettre d'implanter des points de mesure dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des</p>

mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Si une même cheminée reçoit les gaz provenant de plusieurs lignes de traitement des fumées, une section de mesure conforme aux prescriptions de la norme NF X 44 052 sera aménagée par ligne, de manière à permettre la mesure séparée des effluents de chaque ligne de traitement.
<b>Constats :</b> Les organismes IRH et Apave ne relèvent pas d'écart par rapport à la norme s'agissant du point de prélèvement. L'exploitant a confirmé à l'inspection que cet aspect n'a pas fait l'objet de remarque particulière de la part des organismes par le passé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Traitement des fumées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traitement des fumées
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de traitement des effluents doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.
<b>Constats :</b> Les installations de traitement de fumées sont constituées d'un filtre à manches et d'un électrofiltre avec injection de bicarbonate en amont du filtre à manches. Les boues subissent un prétraitement à la chaux. De l'eau ammoniaquée est injectée en sommet de four. Outre l'arrêt technique annuel, un arrêt a lieu tous les deux mois pour effectuer une opération de ramonage. En 2023, l'exploitant a indiqué que les installations de traitement n'ont pas connu de dysfonctionnement particulier (un seul dépassement d'une mesure 30 minutes sur le paramètre CO en début d'année).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traitement des fumées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...
<b>Constats :</b> La chaux et le bicarbonate sont stockés en silos. L'ammoniaque est stocké en conteneurs. Une livraison a lieu toutes les 2 à 3 semaines. L'exploitant a indiqué que la consommation de réactifs est stable, la périodicité de livraison n'a donc pas vocation à évoluer notablement. Pour autant, en cas d'urgence, compte tenu de la collaboration de longue date avec les fournisseurs, ces derniers seraient en mesure de répondre à une demande urgente de la part de l'exploitant. S'agissant du filtre à manches, un prélèvement de manche est réalisé tous les 2 à 3 ans afin de mesurer en laboratoire le maintien de leur performance. L'exploitant a précisé que les prochaines manches sont déjà commandées et fabriquées. Elles sont stockées chez le fournisseur. Un remplacement est envisagé lors de l'arrêt technique de 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite